

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1972 Nr. 61

A. TITEL

*Overeenkomst inzake wettiging door huwelijk, met Bijlage;
Rome, 10 september 1970*

B. TEKST

Convention sur la légitimation par mariage

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux de favoriser par l'adoption de règles uniformes la légitimation des enfants naturels ainsi que la reconnaissance et la publicité des légitimations intervenues à l'étranger, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE PREMIER

Article premier

Lorsque, selon les dispositions de droit interne de la loi nationale du père ou de la mère, le mariage de ceux-ci a pour conséquence la légitimation d'un enfant naturel, cette légitimation est valable dans les Etats contractants.

Cette règle s'applique tant aux légitimations résultant de la seule célébration du mariage qu'aux légitimations constatées ultérieurement par une décision judiciaire.

Article 2

Toutefois lors de la signature, de la notification prévue à l'article 11 ou de l'adhésion, chaque Etat contractant pourra se réserver le droit de ne pas tenir la légitimation pour valable:

- a) s'il est établi que l'enfant n'est pas né de ceux qui l'ont légitimé;
- b) si sa loi ne reconnaît pas la validité du mariage célébré sur son territoire;
- c) si sa loi ne reconnaît pas la validité du mariage de son ressortissant;

d) ou si l'enfant né d'un de ses ressortissants est adultérin à l'égard de celui-ci.

Ce droit ne pourra pas être exercé dans le cas où la loi interne de cet Etat n'interdirait pas une telle légitimation.

Article 3

La validité d'une légitimation conforme aux dispositions de droit interne de la loi nationale du père ou de la mère ne peut être déniée, même au nom de l'ordre public, dans d'autres conditions que celles prévues à l'article 2.

Article 4

Les décisions intervenues dans les litiges engagés en application de l'article 2 ne peuvent être invoquées que sur le territoire de l'Etat contractant où elles ont été rendues.

Article 5

Les dispositions qui précèdent sont applicables à l'égard de tous les Etats, mêmes non-contractants. Elles ne mettent pas obstacle à l'application des règles en vigueur dans les Etats contractants qui seraient plus favorables à la légitimation.

Article 6

Lorsque l'acte de naissance de l'enfant a été dressé ou transcrit par l'officier de l'état civil de l'un des Etats contractants, cet officier mentionne la légitimation dans ses registres après qu'il aura été vérifié par lui-même ou par l'autorité dont il dépend, que les conditions prévues par la présente Convention sont remplies.

Cette inscription ne peut être subordonnée à aucune procédure judiciaire préalable de reconnaissance. Il en est ainsi alors même qu'il s'agirait d'une légitimation constatée après mariage par décision judiciaire.

TITRE II

Article 7

Lorsqu'un mariage a été célébré dans l'un des Etats contractants et que les époux ont déclaré qu'ils avaient un ou des enfants communs dont l'acte de naissance a été dressé ou transcrit sur le territoire d'un autre Etat contractant, l'officier de l'Etat civil du lieu du mariage ou toute autre autorité compétente adresse directement ou par la voie diplomatique à l'officier de l'état civil du lieu où l'acte de naissance a été dressé ou transcrit un avis en vue de la mention de la légitimation qui pourrait résulter de ce mariage. A cet avis sont jointes les pièces justificatives dont il dispose. Quand la légitimation a été constatée après mariage par une décision judiciaire, l'avis est transmis à la diligence du ministère public ou de toute autre autorité publique compétente.

Les avis sont rédigés selon une formule plurilingue dont le modèle est annexé à la présente Convention. Ces avis ainsi que les pièces jointes sont dispensés de toute légalisation sur les territoires respectifs des Etats contractants.

Article 8

Les extraits de l'acte de naissance d'un enfant légitimé doivent être établis comme s'ils concernaient un enfant légitime, sans faire apparaître la légitimation.

Article 9

L'application du présent Titre n'est pas limitée aux ressortissants des Etats contractants.

TITRE III

Article 10

Au sens de la présente Convention il faut entendre par loi nationale d'une personne, la loi de l'Etat dont elle est ressortissant ou, s'il s'agit d'un réfugié ou d'un apatride, celle qui régit son statut personnel.

Pour l'application de la présente Convention sont assimilés aux ressortissants d'un Etat les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi dudit Etat.

Article 11

Les Etats contractants notifieront au Conseil Fédéral Suisse l'accomplissement des procédures requises par leur Constitution pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

Article 12

La présente Convention entrera en vigueur à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de la deuxième notification et prendra, dès lors, effet entre les deux Etats ayant accompli cette formalité.

Pour chaque Etat contractant, accomplissant postérieurement la formalité prévue à l'article précédent, la présente Convention prendra effet à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de sa notification.

Article 13

Chaque Etat pourra, lors de la signature, de la notification ou de l'adhésion, déclarer qu'il ne s'engage pas à appliquer les dispositions du Titre premier de la présente Convention.

Tout Etat qui a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'alinéa 1er du présent article, pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, qu'il

s'engage également à appliquer les dispositions du Titre premier de la présente Convention.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La déclaration prévue à l'alinéa 2 du présent article produira effet à compter du trentième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Article 14

Les réserves visées à l'article 2 peuvent être retirées totalement ou partiellement à tout moment. Le retrait sera notifié au Conseil Fédéral Suisse.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

Article 15

La présente Convention s'applique de plain droit sur toute l'étendue du territoire métropolitain de chaque Etat contractant.

Tout Etat pourra, lors de la signature, de la notification, de l'adhésion ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-métropolitains, des Etats ou des territoires dont il assume la responsabilité internationale. Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette dernière notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait une déclaration, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des Etats ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La Convention cessera d'être applicable au territoire visé le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Article 16

Tout Etat membre du Conseil de l'Europe ou de la Commission Internationale de l'Etat Civil pourra adhérer à la présente Convention.

L'acte d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de tout dépôt d'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le trentième jour suivant la date du dépôt de l'acte d'adhésion.

Le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 17

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Etats contractants aura toutefois la faculté de la dénoncer en tout temps au moyen d'une notification adressée par écrit au Conseil Fédéral Suisse, qui en informera les autres Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Cette faculté de dénonciation ne pourra être exercée avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification prévue à l'article 11 ou de l'adhésion.

La dénonciation produira effet à compter d'un délai de six mois après la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu la notification prévue à l'alinéa premier du présent article.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Rome, le 10 septembre 1970, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

La République fédérale d'Allemagne déclare, aux termes de l'article 2, alinéas a) et b), qu'elle se réserve le droit de ne pas tenir la légitimation pour valable:

a) s'il est établi que l'enfant n'est pas né de ceux qui l'ont légitimé, mais seulement dans les cas où l'absence de filiation est constatée soit par une décision judiciaire allemande, soit par une décision judiciaire étrangère susceptible d'être reconnue en Allemagne;

b) si, selon la loi allemande, le mariage du ressortissant allemand est inexistant.

(s.) R. STEG

(s.) M. FERID

Pour la République d'Autriche:

La République d'Autriche déclare aux termes de l'article 2 - sauf d'autres réserves éventuelles au moment de la notification prévue à

l'article 11 – se réserver le droit de ne pas tenir la légitimation pour valable s'il est établi que l'enfant n'est pas né de ceux qui l'ont légitimé.

(s.) Dr FRITZ SCHWIND

Pour le Royaume de Belgique:

(s.) F. X. VAN DER STRATEN WAILLET

Pour la République Française:

(s.) GUY DELTEL

Pour le Royaume de Grèce:

Le Royaume de Grèce déclare, aux termes de l'article 2, qu'il se réserve le droit de ne pas tenir la légitimation pour valable:

- a) s'il est établi que l'enfant n'est pas né de ceux qui l'ont légitimé;
- b) si la loi grecque ne reconnaît pas la validité du mariage célébré sur le territoire grec;
- c) si la loi grecque ne reconnaît pas la validité du mariage célébré par un ressortissant grec.

(s.) E. KRISPI - NIKOLETOPOULOU

Pour la République Italienne:

La République Italienne déclare aux termes de l'article 13, qu'elle ne s'engage pas à appliquer les dispositions du Titre premier de la présente Convention.

(s.) UGO CALDARERA

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Le Grand-Duché de Luxembourg déclare aux termes de l'article 13 qu'il ne s'engage pas à appliquer les dispositions du Titre premier de la présente Convention.

(s.) HENRI DELVAUX

Pour le Royaume des Pays-Bas:

En ce qui concerne le Royaume des Pays Bas, les termes «Territoire métropolitain» et «Territoires extramétropolitains», utilisés dans le texte de la Convention, signifient, vu l'égalité qui existe au point de vue du droit public entre les Pays Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises, «Territoire européen» et «Territoires non-européens».

(s.) H. F. L. K. VAN VREDENBURCH

Pour la Confédération Suisse:

La Confédération Suisse déclare, en application de l'article 2, qu'elle se réserve le droit de ne pas tenir la légitimation pour valable:

- a) s'il est établi que l'enfant n'est pas né de ceux qui l'ont légitimé;
- b) si la loi suisse ne reconnaît pas la validité du mariage célébré sur le territoire suisse;
- c) si la loi suisse ne reconnaît pas la validité du mariage d'un ressortissant suisse.

(s.) ERNST GÖTZ

Pour la République Turque:

(s.) A. AYDA

Annexe

Avis prévu par l'article 7 de la Convention sur la légitimation par mariage signée à le

Mitteilung nach Artikel 7 des Übereinkommens über die Legitimation durch nachfolgende Ehe, geschlossen in am

Γνωστοποίησης προβλεπομένη υπό του άρθρου 7 τῆς συμβάσεως, ἐπί τῆς νομιμοποιήσεως διά γάμου ὑπογραφείσης εἰς. τήν

Comunicazione prevista dall'art. 7 della Convenzione sulla legittimazione per susseguente matrimonio firmata a il

Kennisgeving ingevolge artikel 7 van de overeenkomst inzake wettiging door huwelijk getekend te op

..... tarihinde da imzalanmış evlenme ile nesep düzeltmesi hakkında ki sözleşmenin 7 nci da maddesiyle öngörülen bildirim.

- I. Renseignements concernant les parents de l'enfant
 Angaben über die Eltern des Kindes
 Πληροφορία ἀφορῶσαι εἰς τοὺς γονεῖς τοῦ τέκνου
 Notizie sui genitori
 Gegevens betreffende de ouders van het kind
 Çocugun ana babası ile ilgili bilgiler

1. Lieu et date du mariage
 Ort und Tag der Eheschliessung
 Τόπος καί χρονολογία τοῦ γάμου
 Luogo e data del matrimonio
 Plaats en datum van het huwelijk
 Evlenme yeri ve tarihi

	Père	Mère (*)
	Vater	Mutter
	Πατήρ	Μήτηρ
	Padre	Madre
	Vader	Moeder
	Baba	Ana
2. Nom de famille Familienname Ἐπώνυμον Cognome Familiennaam Soyadı		

- (*) Nom de jeune fille
 Mädchenname
 Πατρικὸν ἐπώνυμον αὐτῆς
 Cognome da ragazza
 Meisjesnaam
 Kızlık soyadı

<p>3. Prénoms Vornamen Όνόματα Nome Voornamen Adi</p>		
<p>4. Nationalité Staatsangehörigkeit Ίθαγένεια Cittadinanza Nationaliteit Vatandaşlığı</p>		(**)
<p>5. Eventuellement lieu et date du précédent mariage Gegebenenfalls Ort und Tag der vorhergehenden Ehe Ένδεχομένως τόπος και χρονολογία προηγούμενου γάμου Eventualmente luogo e data del precedente matrimonio Eventueel plaats en datum van het vorige huwelijk Muhtemel önceki evlenmenin yeri ve tarihi</p>		

(**) avant le mariage
vor der Eheschliessung
Πρό τοῦ γάμου
prima del matrimonio
voor het huwelijk
evlenmeden önce

6. Lieu et date de dissolution de ce précédent mariage par:

décès
divorce
annulation

Ort und Tag der Auflösung der vorhergehenden Ehe durch:

Tod
Scheidung (Aufhebung)
Nichtigerklärung

Τόπος και χρονολογία λύσεως τοῦ προηγούμενου τούτου γάμον διά:

θανάτου
διαζυγίου
ἀκυρώσεως

Luogo e data di scioglimento di tale precedente matrimonio per:

decesso
divorzio
annullamento

Plaats en datum van ontbinding van dat vorige huwelijk door:

overlijden
echtscheiding
nietigverklaring

Bu önceki evlenmenin zeval tarihi ve yeri:

Ölümlle
Boşanma ile
Fesih ve iptalle

 II. Renseignements concernant l'enfant

Angaben über das Kind

Πληροφορίες άφορώσαι είς τό τέκνον

Notizie sul figlio

Gegevens betreffende het kind

Çocuga ait bilgiler

 7. Nom de famille

(*)

Familienname

Ἐπώνυμον

Cognome

Familienaam

Soyadı

 8. Prénoms

Vornamen

Ὀνόματα

Nome

Voornamen

Adı

 9. Lieu et date de naissance

Geburtsort und -tag

Τόπος καί χρονολογία γεννήσεως

Luogo e data di nascita

Plaats en datum van geboorte

Dogum yeri ve tarihi

 (*) avant le mariage des parents

vor der Eheschliessung der Eltern

Πρό τοῦ γάμου τῶν γονέων

prima del matrimonio dei genitori

voor het huwelijk van de ouders

ana, babam evlenmesinden önce

10. Nationalité
Staatsangehörigkeit
Ἰθαγένεια
Cittadinanza
Nationaliteit
Vatandaşlığı

	Père Vater Πατήρ Padre Vader Baba	Mère Mutter Μήτηρ Madre Moeder Ana
11. Lieu et date de la reconnaissance (**) Ort und Tag der Anerkennung Τόπος και χρονολογία τῆς ἀναγνώρισεως Luogo e data del riconoscimento da parte di Plaats en datum van de erkenning Tanıma yeri ve tarihi		

- (**) s'il y a lieu
zutreffendenfalls
Ἐάν ἔλαβε χώραν
se del caso
eventueel
muhtemel

- III. Renseignements concernant la légitimation constatée après mariage par décision judiciaire (*)
- Angaben über die nach der Eheschliessung durch gerichtliche Entscheidung festgestellte Legitimation
- Πληροφορίες ἀφορῶσαι εἰς τὴν νομιμοποίησιν τὴν βεβαίου μένην μετὰ τὸν γάμον διὰ δικαστικῆς ἀποφάσεως
- Notizie sulla legittimazione dichiarata dopo il matrimonio da una decisione giudiziale
- Gegevens betreffende de wettiging vastgesteld na het huwelijk bij rechterlijke beslissing
- Mahkeme kararı ile evlenmeden sonra sabit olmuş nesep düzeltmesine ait bilgiler

12. Lieu et date de la décision
- Ort und Tag der Entscheidung
- Τόπος καὶ χρονολογία τῆς ἀποφάσεως
- Luogo e data della decisione
- Plaats en datum van de beslissing
- Kararın yeri ve tarihi

13. Date de la légitimation (**)
- Tag der Legitimation
- Χρονολογία τῆς νομιμοποιήσεως
- Data della legittimazione
- Datum van de wettiging
- Nesep düzeltme tarihi

(*) s'il y a lieu
zutreffendenfalls
Ἐάν ἔλαβε χώραν
se del caso
eventueel
gerekiyorsa

(**) lorsque cette date n'est pas celle du mariage
falls dieser Tag nicht der Tag der Eheschliessung ist
Ὅταν ἡ χρονολογία δὲν εἶναι ἡ τοῦ γάμου
qualora tale data non sia quella del matrimonio
indien deze datum niet met de datum van het huwelijk samenvalt
eger bu tarih evlenme tarihi degilse

IV. 14. Observations
 Bemerkungen
 Παρατηρήσεις
 Osservazioni
 Opmerkingen
 Düşünceler

Lieu	Date	Sceau	Signature
Ort	Datum	Stempel	Unterschrift
Τόπος	Χρονολογία	Σφραγίς	Υπογραφή
Luogo	Data	Timbro	Firma
Plaats	Datum	Zegel	Handtekening
Yeri	Tarihi	Mühür	İmza

Nombre de pièces justificatives annexées

Anzahl der beigegebenen Belege

ριθμός των συνημμένων δικαιολογητικών έγγραφων

Numero dei documenti giustificativi allegati

Aantal bijgevoegde bewijsstukken

Eklerin sayısı

(acte de mariage; documents de reconnaissance; document de légitimation etc.)

(Heiratsurkunde; Anerkennungsurkunden; Legitimationsurkunde usw.)

(πράξις γάμου· έγγραφα αναγνωρίσεως· έγγραφο νομιμοποιήσεως κ.τ.λ.)

(Atto di matrimonio; documenti di riconoscimento; documento di legittimazione etc.)

(huwelijksakte; bewijs van de erkenning; bewijs van de wettiging enz.)

(evlenme, tanıma, nesep düzeltmesi belgeleri, varsa diger belgeler)

Les renseignements sont écrits en caractères latins, les dates en chiffres arabes, les mois sont représentés par un chiffre d'après leur rang dans l'année.

Die Angaben werden in lateinischen Buchstaben und die Daten in arabischen Zahlen geschrieben; die Monate werden durch eine Zahl gemäss ihrer Stellung im Jahre bezeichnet.

Αί πληροφορίες γράφονται μέ λατινικούς χαρακτήρας, αὶ χρονολογίαί μέ ἀραβικούς, οἱ μῆνες παρίστανται δι' ἀριθμοῦ κατά τὴν σειράν των ἐντός τοῦ ἔτους.

Le notizie sono scritte in caratteri latini, le date in cifre arabe, i mesi sono indicati con un numero secondo la loro progressione nell'anno.

De tekst te stellen in Latijnse letters, de data in Arabische cijfers; de maanden worden aangeduid door een cijfer naar haar plaats in het jaar.

Bilgiler latin harfleri, tarihler arap harfleriyle, aylar yıl içindeki sıralarına göre rakamla yazılırlar.

C. VERTALING**Overeenkomst inzake wettiging door huwelijk**

De Staten die deze Overeenkomst hebben ondertekend, leden van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand,

Verlangende door het aanvaarden van eenvormige regels de wettiging van natuurlijke kinderen, alsmede de erkenning en de publikatie van in het buitenland tot stand gekomen wettigingen, te bevorderen,

Zijn het volgende overeengekomen:

TITEL I**Artikel 1**

Indien volgens de bepalingen van intern recht van de nationale wet van de vader of van de moeder hun huwelijk de wettiging van een natuurlijk kind ten gevolge heeft, is deze wettiging geldig in de Overeenkomstsluitende Staten.

Deze regel is zowel van toepassing op wettigingen, welke bij de huwelijksvoltrekking zelve tot stand komen, als op die welke nadien uit kracht van een rechterlijke beslissing zijn komen vast te staan.

Artikel 2

Iedere Overeenkomstsluitende Staat kan zich evenwel bij de ondertekening, de kennisgeving bedoeld in artikel 11, of de toetreding het recht voorbehouden de wettiging niet als geldig te aanvaarden:

- a) indien vaststaat dat het kind niet is geboren uit degenen die het hebben gewettigd;
- b) indien zijn wet de geldigheid van het op zijn grondgebied voltrokken huwelijk niet erkent;
- c) indien zijn wet de geldigheid van het huwelijk van zijn onderdaan niet erkent; of
- d) indien het kind geboren uit een van zijn onderdanen, ten opzichte van deze overspelig is.

Dit recht kan niet worden uitgeoefend in het geval dat de interne wet van deze Staat de wettiging niet verbiedt.

Artikel 3

De geldigheid van een wettiging overeenkomstig de bepalingen van intern recht van de nationale wet van de vader of van de moeder mag niet worden ontkend, zelfs niet met een beroep op de openbare orde wegens andere dan de in artikel 2 genoemde gronden.

Artikel 4

Op beslissingen in gedingen, welke op grond van artikel 2 zijn aangespannen, kan slechts een beroep worden gedaan op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Staat waar zij zijn gegeven.

Artikel 5

De voorafgaande bepalingen zijn van toepassing ten aanzien van alle Staten, zelfs niet-Overeenkomstsluitende Staten. Zij vormen geen beletsel voor de toepassing van in de Overeenkomstsluitende Staten geldende regels die ten aanzien van de wetgeving gunstiger zijn.

Artikel 6

Wanneer de geboorteakte van het kind is opgemaakt of overgeschreven door de ambtenaar van de burgerlijke stand van een van de Overeenkomstsluitende Staten, vermeldt deze ambtenaar de wetgeving in zijn registers, nadat hij zelf, of de autoriteit onder wie hij ressorteert, heeft vastgesteld, dat aan de in deze Overeenkomst gestelde voorwaarden is voldaan.

Deze inschrijving mag niet worden onderworpen aan enige voorafgaande gerechtelijke erkenningsprocedure. Hetzelfde geldt indien een wetgeving na het huwelijk bij rechterlijke beslissing is vastgesteld.

TITEL II

Artikel 7

Indien een huwelijk is voltrokken in een van de Overeenkomstsluitende Staten en de echtgenoten hebben verklaard samen een of meer kinderen te hebben van wie de geboorteakte is opgemaakt of overgeschreven op het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Staat, geeft de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van huwelijkssluiting of iedere andere bevoegde autoriteit daarvan rechtstreeks of langs diplomatieke weg aan de ambtenaar van de burgerlijke stand in de plaats waar de geboorteakte is opgemaakt of overgeschreven kennis, ten einde de wetgeving die bij het huwelijk tot stand mocht zijn gekomen, in zijn registers te vermelden. Bij deze kennisgeving worden de bewijsstukken, waarover hij beschikt, gevoegd. Wanneer de wetgeving bij rechterlijke beslissing na het huwelijk is vastgesteld, wordt de kennisgeving gedaan op verordering van het openbaar ministerie of iedere andere bevoegde autoriteit.

De kennisgevingen worden opgesteld volgens een meertalig formulier waarvan een model aan deze Overeenkomst is gehecht. Deze kennisgevingen zijn, evenals de bijgevoegde stukken, vrijgesteld van legalisatie op het grondgebied van de betrokken Overeenkomstsluitende Staten.

Artikel 8

Uittreksels uit de geboorteakte van een gewettigd kind worden opgemaakt als betroffen zij een wettig kind; van de wettiging mag niet blijken.

Artikel 9

De toepassing van deze Titel is niet beperkt tot de onderdanen van de Overeenkomstsluitende Staten.

TITEL III

Artikel 10

In de zin van deze Overeenkomst wordt onder de nationale wet van een persoon verstaan de wet van de Staat, waarvan hij onderdaan is, of wanneer het een vluchteling of een staatloze betreft, de wet die zijn personeel statuut beheerst.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst worden met onderdanen van een Staat gelijkgesteld de vluchtelingen en staatlozen wier personeel statuut wordt beheerst door de wet van de genoemde Staat.

Artikel 11

De Overeenkomstsluitende Staten stellen de Zwitserse Bondsraad ervan in kennis, dat de door hun Grondwet vereiste procedures voor de inwerkingstelling van deze Overeenkomst op hun grondgebied zijn vervuld.

De Zwitserse Bondsraad doet de Overeenkomstsluitende Staten en de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand mededeling van iedere kennisgeving in de zin van het vorige lid.

Artikel 12

Deze Overeenkomst treedt in werking op de dertigste dag te rekenen van de datum van nederlegging van de tweede kennisgeving en is van dat tijdstip af van kracht tussen de beide Staten die deze formaliteit hebben vervuld.

Voor iedere Overeenkomstsluitende Staat, die de in het vorige artikel bedoelde formaliteit later vervult, wordt deze Overeenkomst van kracht te rekenen van de dertigste dag na de datum van nederlegging van zijn kennisgeving.

Artikel 13

Iedere Staat kan bij de ondertekening, de kennisgeving of de toetreding verklaren dat hij zich niet verbindt tot toepassing van de bepalingen van de Eerste Titel van deze Overeenkomst.

Iedere Staat die een verklaring heeft afgelegd overeenkomstig het bepaalde in het eerste lid van dit artikel, kan nadien op ieder tijdstip door middel van een aan de Zwitserse Bondsraad gerichte

kennisgeving verklaren, dat hij zich ook verbindt tot toepassing van de bepalingen van de Eerste Titel van deze Overeenkomst.

De Zwitserse Bondsraad doet van deze kennisgeving mededeling aan ieder der Overeenkomstsluitende Staten en aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

De verklaring bedoeld in het tweede lid van dit artikel wordt van kracht op de dertigste dag na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad bedoelde kennisgeving heeft ontvangen.

Artikel 14

De voorbehouden bedoeld in artikel 2 kunnen op ieder tijdstip geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken. De Zwitserse Bondsraad wordt in kennis gesteld van de intrekking.

De Zwitserse Bondsraad doet van elke in het voorafgaande lid bedoelde kennisgeving mededeling aan de Overeenkomstsluitende Staten en aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

Artikel 15

Deze Overeenkomst is van rechtswege van toepassing in het gehele moederland van elke Overeenkomstsluitende Staat.

Elke Staat kan bij de ondertekening, de kennisgeving, de toetreding of nadien door middel van een aan de Zwitserse Bondsraad gerichte kennisgeving verklaren, dat de bepalingen van deze Overeenkomst van toepassing zullen zijn in een of meer van zijn buiten het moederland gelegen gebieden, van de Staten of van de gebieden voor welker internationale betrekkingen hij verantwoordelijk is.

De Zwitserse Bondsraad doet van laatstgenoemde kennisgeving mededeling aan ieder der Overeenkomstsluitende Staten en aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand. De bepalingen van deze Overeenkomst worden van toepassing in het gebied of de gebieden, in de kennisgeving aangewezen, op de zestigste dag na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad bedoelde kennisgeving heeft ontvangen.

Iedere Staat die een verklaring heeft afgelegd overeenkomstig het bepaalde in het tweede lid van dit artikel, kan nadien op elk tijdstip door middel van een aan de Zwitserse Bondsraad gerichte kennisgeving verklaren, dat deze Overeenkomst zal ophouden van toepassing te zijn in een of meer van de Staten of gebieden die in de verklaring zijn genoemd.

De Zwitserse Bondsraad doet van deze kennisgeving mededeling aan ieder der Overeenkomstsluitende Staten en aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

De Overeenkomst houdt op van toepassing te zijn in het bedoelde gebied op de zestigste dag na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad de voornoemde kennisgeving heeft ontvangen.

Artikel 16

Iedere Lid-Staat van de Raad van Europa of van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand kan tot deze Overeenkomst toetreden. De akte van toetreding wordt nedergelegd bij de Zwitserse Bondsraad. Deze doet van elke nederlegging van een akte van toetreding mededeling aan ieder der Overeenkomstsluitende Staten en aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand. Ten aanzien van de toetredende Staat treedt de Overeenkomst in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging van de akte van toetreding.

De nederlegging van de akte van toetreding kan niet plaats hebben dan nadat deze Overeenkomst in werking is getreden.

Artikel 17

Deze Overeenkomst blijft voor onbepaalde tijd van kracht. Ieder der Overeenkomstsluitende Staten heeft evenwel de bevoegdheid haar te allen tijde op te zeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving gericht aan de Zwitserse Bondsraad, die de andere Overeenkomstsluitende Staten en de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand hiervan mededeling doet.

Van deze bevoegdheid tot opzegging kan echter eerst gebruik worden gemaakt na het verstrijken van een termijn van een jaar te rekenen van de datum van de in artikel 11 bedoelde kennisgeving of van de toetreding af.

De opzegging wordt van kracht zes maanden na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad de in het eerste lid van dit artikel bedoelde kennisgeving heeft ontvangen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondertekenende, daaroe behoorlijk gemachtigde vertegenwoordigers deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Rome, de 10de september 1970, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Zwitserse Bondsraad en waarvan een gewaarmerkt afschrift langs diplomatieke weg zal worden toegezonden aan elk der Overeenkomstsluitende Staten en aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 5 e.v. van dit Tractatenblad.)

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, der Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 12, eerste lid, in werking treden op de dertigste dag te rekenen van de datum van nederlegging van de tweede kennisgeving als bedoeld in artikel 11, eerste lid.

J. GEGEVENS

Op de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand, welke Commissie onder meer in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst wordt genoemd, heeft betrekking een te Bern op 25 september 1950 ondertekend Protocol, waarvan tekst en vertaling zijn geplaatst in *Stb.* K 566. Zie ook *Trb.* 1952, 143.

Van het op 5 mei 1949 te Londen tot stand gekomen Statuut van de Raad van Europa, naar welke Raad in artikel 16, eerste lid, van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling afgedrukt in *Stb.* J 341. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1971, 94.

Uitgegeven de eerste juni 1972.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,
BIESHEUVEL.